Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Il y a quelques semaines, la Commission européenne a présenté ses dernières propositions sur le développement futur de la PAC après 2020.

Celles-ci sont réunies sous le joli titre : « L'avenir de l'agriculture et de l'alimentation ». Elles contiennent d'ailleurs des déclarations très positives telles que « le soutien aux agriculteurs » et « la réduction des différences entre les paiements directs ».

Le texte fait même mention d'une demande très chère aux yeux des producteurs laitiers : « Mettre en place un cadre solide pour le secteur agricole afin de réduire ou surmonter les risques et effets de crises ».

On peut toutefois lire plus loin : « La PAC offre déjà un ensemble hiérarchisé d'instruments qui aident les agriculteurs à prévenir et à gérer les risques, allant des paiements directs et interventions sur le marché aux indemnisations d'après-crise et mesures actuelles du second pilier, en particulier un instrument de stabilisation des revenus (ISR) et l'aide à l'assurance ».

Allons, chère Commission et cher Conseil, les instruments existants ne suffisent absolument pas ! Accorder des crédits à prix réduit dans le sillage d'une crise ou, autrement dit, faire l'aumône ne suffisent pas. Ou encore aguicher les agriculteurs avec des solutions en assurance. Ces mesures, même en temps de crise, ne conduisent qu'à produire davantage de façon massive au sein d'un marché déjà saturé. Ce qui, par conséquent, ne fait qu'aggraver la crise. Le développement des marchés entre 2015 et 2017 ainsi que les réactions des politiques face à ces failles est l'exemple parfait du fonctionnement ou non de ces mesures.

Il faut attaquer le problème à la racine, c'est-à-dire la quantité. L'offre doit s'adapter à la demande. Beaucoup des problèmes actuels vont ainsi se résoudre d'eux-mêmes. Les variations de prix ainsi que les risques pour les agriculteurs vont drastiquement diminuer, les agriculteurs seront encouragés à se comporter de façon conforme au marché, les jeunes agriculteurs pourront profiter de réelles perspectives et, enfin, la spéculation sur les produits alimentaires cessera.

Le Programme de Responsabilisation face au Marché de l'EMB est la réponse aux besoins et demandes de la PAC 2020.

Romuald Schaber, président de l'European Milk Board

EMB Bulletin janvier 2018

- Analyse: Lignes directrices de la Commission européenne au sujet de la nouvelle PAC
- Allemagne: Réunion spéciale sur le lait avec le comité agriculture
- La politique agricole du Conseil fédéral critiquée
- Ouverture de l'exposition « Le lait n'aime pas voyager. À la différence des éleveurs ! »
- Chez Fairebel, cela fait 2 ans que le consommateur a quelque chose à dire
- Irlande : Pat McCormack est le nouveau président de l'ICMSA
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935
Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

Analyse: Lignes directrices de la Commission européenne au sujet de la nouvelle

PAC

La Commission européenne a récemment présenté ses lignes directrices pour la réforme de la PAC. Nous avons analysé les points clefs du papier « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture ».

Un des éléments principaux des propositions de la Commission est la création d'un cadre solide pour le secteur de la production agricole. L'ajout dans la législation d'un instrument de gestion de crise qui vise les quantités excédentaires doit y jouer un rôle de premier plan. Pour les producteurs laitiers européens, il faut absolument que la réforme de la PAC permette de mettre fin à la forte vulnérabilité du secteur face aux crises.

Analyse: Lignes directrices de la Commission européenne au sujet de la nouvelle PAC « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture »

Silvia Däberitz, directrice de l'EMB

Allemagne: Réunion spéciale sur le lait avec le comité agriculture

© BDM

La hausse mondiale des livraisons de lait et les avertissements d'un nombre croissant de laiteries que les volumes de lait étaient trop importants, ont poussé l'association allemande des producteurs laitiers (BDM) à inviter rapidement les membres du comité agriculture de Saxe-Anhalt à une réunion spéciale sur le lait à la mi-décembre.

Au cours des dernières semaines, les marchés mondiaux se sont retrouvés sous pression et, de marchés vendeurs, sont rapidement devenus des marchés acheteurs. D'après la ZMB (*Zentrale Milchmarkt Berichterstattung GmbH*), les livraisons de lait en Allemagne ont augmenté en décembre 2017 de 3,7 % par rapport au même mois de l'année précédente. Dans les grands pays producteurs de lait européens, la France, la Pologne et l'Irlande, les courbes de livraison sont également nettement supérieures à l'année précédente.

En rapport avec cette augmentation des volumes de lait, les laiteries avertissent leurs membres et fournisseurs d'une baisse des prix en-dessous de 30 centimes/kg de lait pour l'année 2018. Dernièrement, le président lait du syndicat agricole allemand DBV (*Deutscher Bauernverband*), Karsten Schmal, a exhorté les éleveurs laitiers à ne pas produire davantage que les besoins.

« L'important n'est toutefois pas d'avoir une analyse correcte, mais d'en tirer les conséquences », souligne Peter Schuchmann, producteur de lait de Saxe-Anhalt « Il ne suffit pas d'appeler à la limitation des volumes pour empêcher les crises à l'avenir. C'est pourquoi le gouvernement allemand doit s'engager à Bruxelles pour développer davantage les instruments de prévention des crises au niveau européen et renforcer le filet de sécurité pour le marché du lait. »

Johannes Fritz, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)

La politique agricole du Conseil fédéral critiquée

Le Conseil fédéral a récemment essuyé de nombreuses critiques au sujet de sa politique agricole. À l'évidence, celles-ci ont fait mouche car, faisant fi des usages coutumiers des hommes d'État, il a adressé une réponse cinglante à l'Union des paysans.

© wikimedia commons

Je me dois de prendre la défense du conseiller fédéral Schneider-Ammann. Si sa politique agricole part du principe que les agriculteurs ont la capacité d'apporter des solutions miracles à tous les problèmes, il ne s'agit que d'une expression de l'illusion de toute-puissance qui sévit partout dans la politique, la société et l'économie et où tout n'est plus considéré que comme un « challenge ». Ce sont, bien entendu, toujours les autres qui sont tenus de relever les défis.

En des temps plus modestes, on se souvenait de la portée limitée du jugement des hommes et de la mécanique diabolique qui pouvait pousser les théories (économiques) les mieux intentionnées à avoir l'effet exactement inverse pour les personnes concernées dans leur application pratique, les conséquences étant rarement celles que l'on avait prévues. En réclamant tout et son contraire, on oublie que, dans la vie, certaines choses s'excluent mutuellement et qu'il faut faire des choix.

Pour les aliments, cela signifie qu'il n'est pas possible de produire aux prix de l'UE ou du marché mondial avec les structures paysannes suisses, dont le maintien est souhaité par une grande majorité de la population. Il faudrait pour cela développer ici aussi une agriculture et un élevage industriels qui n'auraient à se soucier ni des consommateurs, ni de la nature, des paysages ou des animaux. Je ne connais aucun pays où la libre concurrence et la mondialisation aient donné le jour à une protection cohérente de l'environnement et des animaux. Au contraire, le commerce mondial et sans entraves des aliments et des matières premières fait surtout des perdants !

Il convient d'en tirer les conclusions qui s'imposent : la condition nécessaire à une agriculture paysanne, respectueuse de la nature et des animaux, et aux produits qui y correspondent, est une certaine dose de protectionnisme et des prix équitables pour les producteurs. Nous invitons le Conseil fédéral à compléter sa politique agricole en y intégrant ces aspects centraux.

Dr Hansuli Huber, directeur de Protection suisse des animaux PSA

Ouverture de l'exposition « Le lait n’aime pas voyager. À la différence des éleveurs ! »

© BDM

L'exposition traitant d'un voyage au Burkina Faso qui avait été organisé dans un but précis, il était tout à fait opportun que deux des personnes qui s'étaient rendues elles-mêmes dans le pays partagent leur expérience lors de l'ouverture :

Kerstin Lanje, chargée du commerce mondial et de l'alimentation chez Misereor, l'Œuvre de l'Église catholique en Allemagne, et Christoph Lutze, éleveur laitier et membre du conseil d'administration du BDM Schleswig-Holstein.

Madame Lanje, en parlant du marché laitier, posa au public la question suivante : « Combien de lait buvez-vous par jour » ? Peu de personnes affèrent boire plus d'un litre par jour, même pas les producteurs de lait, très nombreux dans la salle. Madame Lanje montra une carte représentant la consommation moyenne de lait dans le monde. On y voyait clairement la consommation très élevée dans tous les pays du nord de l'Europe, représentés en bleu foncé sur la carte, tandis que la majeure partie des régions sur les continents africain et asiatique étaient dotés de couleurs claires, correspondant à une consommation très faible. L'augmentation de la production de lait en Europe ne peut pas être absorbée par les pays européens eux-mêmes. C'est pourquoi les laiteries misent sur le marché mondial, en transformant le lait en poudre de lait écrémé, destinée à l'exportation. Un autre graphique montrait l'augmentation des exportations européennes de 30 000 tonnes en 2003 à près de 70 000 tonnes en 2014. Quelles sont les conséquences de ces exportations en Afrique de l'Ouest ? C'est à cette question que le groupe avait tenté de répondre lors de son voyage au Burkina Faso en mai 2016.

« Nous avons cherché de manière ciblée du lait en poudre sur les marchés et en avons vite trouvé, la plupart provenant de Danone ou de Nestlé », affirma Christoph Lutze. « On y voyait de la poudre de lait et juste à côté des produits phytosanitaires et des médicaments vétérinaires dotés d'étiquettes en anglais, alors que le français est la langue officielle du pays, où l'on parle en outre 60 autres langues – des *langues*, pas des dialectes », expliqua M. Lutze. Il était également possible d'acheter du lait frais sur le marché, mais non réfrigéré et exposé à des températures de l'ordre de 30 à 40°C.

Le groupe a visité des marchés et des laiteries et a rencontré des producteurs laitiers à travers le pays. Misereor, en collaboration avec l'organisation burkinabè Pasmep, soutient la mise en place de mini-laiteries, où le lait est pasteurisé et réfrigéré pour être vendu sur les marchés environnants. Lors de la saison des pluies, très favorable à la croissance des plantes fourragères, les vaches donnent beaucoup plus de lait. Celui-ci peut alors être transformé en yaourt avec une conservation plus longue. Il s'agit là d'approches permettant un développement positif et indépendant du secteur laitier local. Mais la poudre de lait à bas prix en provenance d'Europe détruit le marché local. Lors de son voyage, le groupe, accompagné de représentants de Pasmep, s'est également rendu à la délégation de l'UE à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, où il s'agissait d'exposer le problème et où une déclaration fut signée. Cependant, M. Lutze n'est pas vraiment convaincu que les employés de la représentation de l'UE s'intéressaient réellement à la situation des petits producteurs laitiers dans le pays.

Dans la discussion qui suivit, les questions portèrent sur la responsabilité des producteurs laitiers et des laiteries en Europe ainsi que sur les solutions possibles. L'un des participants émit la suggestion que les agriculteurs devraient reprendre eux-mêmes en main la transformation et la commercialisation du lait. Ottmar Ilchmann expliqua à ce propos que « les coopératives laitières ici en Frise orientale avaient, elles aussi, commencé petit ». Depuis, les petites laiteries ont disparu, de nombreuses laiteries ont fusionné. Elles sont ainsi devenues des grandes entreprises, des acteurs mondiaux de l'industrie alimentaire, qui se félicitent du changement structurel. Après tout, il est plus facile de se mettre d'accord avec les gérants de quelques grandes exploitations laitières qu'avec beaucoup de petites.

Les groupes intéressés et les classes scolaires sont invités à une visite guidée de l'exposition, suivie d'une discussion. Pour plus d'informations et pour convenir d'un rendez-vous, veuillez prendre contact avec Annette Berndt à l'adresse : annette.berndt@ewetel.net.

Ottmar Ilchmann, président régional de l'organisation paysanne AbL

Chez Fairebel, cela fait 2 ans que le consommateur a quelque chose à dire

Chez Fairebel, « le lait équitable », c'est une histoire de producteurs ET de consommateurs ! En effet, cela fait tout juste 2 ans que la coopérative Faircoop s'est ouverte au grand public. Chaque producteur et consommateur peut devenir coopérateur.

© Faircoop

Aujourd'hui, plus de 1.000 consommateurs sont membres de la coopérative. Chez Fairebel, « le lait équitable », une consommatrice siège d'ailleurs au Conseil d'Administration. C'est donc autour d'une même table et d'une même voix que tous œuvrent. Pour Josiane André, consommatrice, « participer à l'élaboration de nouveaux produits et agir sur la qualité des produits en portant l'avis des consommateurs est un beau partenariat ».

Pour Erwin Schöpges, producteur et président de la coopérative, « producteurs et consommateurs ont ainsi pu établir un prix juste et équitable. Ce prix couvre les coûts de production et une rémunération correcte pour le travail réalisé par le producteur et contribue à la sauvegarde d'une agriculture familiale et durable. »

Le prix du litre de lait Fairebel, « le lait équitable », a été établi en tenant compte de ces réalités, de même que l'ensemble de la gamme des produits proposés : le lait demi-écrémé, le lait entier original, le lait entier chocolaté, la crème glacée au lait bio, le fromage en brique et en cube au lait à l'herbe ; et depuis trois mois, des « café cups » pour l'horeca et les entreprises ou institutions.

La story se poursuit. Sous l'impulsion des consommateurs, un nouveau produit est en préparation. Celui-ci devrait voir le jour début d'année 2018.

Voilà pourquoi, pour les Belges, Fairebel est la marque qui a réussi le projet d'être aussi équitable pour les agriculteurs que les consommateurs.

Notre dernière vidéo

Communiqué de presse de Faircoop du 13 décembre 2017

Irlande : Pat McCormack est le nouveau président de l'ICMSA

© ICSMA

Pat McCormack succèdera à John Comer au poste de Président de l'association pour un mandat initial de trois ans. M. McCormack, un éleveur laitier de 40 ans de Tipperary qui occupait le poste de vice-président depuis six ans et a également présidé le comité lait par le passé, était le seul candidat au Conseil national de Limerick.

Dans sa première déclaration publique, M. McCormack a salué le travail de son prédécesseur, John Comer, et a déclaré que, bien que l'ICMSA continuerait de travailler pour et avec tous les groupes et toutes les personnes qui cherchent à attirer l'attention sur les questions rurales, l'organisation continuerait toujours d'accorder la priorité au revenu des exploitations laitières familiales, qui forment le noyau de ses adhérents, et au prix du lait dont ce revenu dépend. Il a affirmé que l'ICMSA refusait d'accepter que les agriculteurs qui produisent le lait, sur lequel est bâti un secteur entier valant plusieurs milliards, puissent être traités comme une considération secondaire, à la merci des transformateurs ou de la distribution.

Le nouveau président a également indiqué que la première partie de sa présidence serait surtout dominée par les questions relatives au Brexit, au Mercosur, à la PAC et à l'environnement. M. McCormack a déclaré que l'ICMSA continuerait de travailler dans sa tradition de solutions rationnelles et positives visant à garantir que la voix des éleveurs laitiers irlandais soit prise en compte dans la définition des politiques relatives à l'agriculture et au secteur agro-alimentaire.

Communiqué de presse de l'ICMSA du 20 décembre 2017

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-janvier-2018.html